

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



AFRICAN UNION

Uniao AFRICANA

Addis Abéba, Ethiopie, B.P.: 3243 Tél. : (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

6^{EME} RÉUNION DU GROUPE INTERNATIONAL
DE CONTACT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
BANGUI, 11 NOVEMBRE 2014

ALLOCUTION DU COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE,
AMBASSADEUR SMAIL CHERGUI

ALLOCUTION DU COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE,
AMBASSADEUR SMAIL CHERGUI

- **Madame la chef de l'Etat de la transition,**
- **Messieurs le Premier Ministre et les membres du Gouvernement de transition,**
- **Mesdames et Messieurs les représentants des pays et organisations membre du Groupe international de contact sur la RCA,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Je suis heureux de me retrouver à Bangui à l'occasion de cette sixième réunion du Groupe international de contact sur la République centrafricaine. Par-delà le principe de rotation qui prévoit qu'une rencontre sur trois de notre Groupe se tienne à Bangui, notre présence ici se veut aussi un symbole de solidarité continue avec le peuple centrafricain, dont nous partageons les douleurs et les attentes.

Au nom de la Présidente de la Commission, Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, je voudrais exprimer nos sincères remerciements aux autorités centrafricaines pour l'accueil qui nous a été réservé. Les dispositions prises pour assurer la bonne tenue de notre réunion sont d'autant plus dignes d'éloge que nous connaissons les contraintes matérielles et autres auxquelles les autorités de la transition sont confrontées.

Je salue, en particulier, la présence du chef de l'Etat de la transition Catherine Samba-Panza. Nous connaissons la difficulté de la tâche qui est la sienne. Les transitions ne sont jamais faciles. En République centrafricaine, elles le sont encore plus qu'ailleurs, tant la crise est profonde et les capacités nationales limitées. Mais nous savons pouvoir compter sur sa détermination et son engagement.

Je remercie tous les membres du Groupe de contact pour avoir répondu positivement à notre invitation, démontrant ainsi la constance de leur engagement. Intervenant après la rencontre de haut niveau organisée en septembre dernier sous les auspices du Secrétaire général Ban Ki-moon, la présente réunion devrait aider à renforcer la mobilisation internationale en faveur de la République centrafricaine. A n'en pas douter, le Sommet des chefs d'Etat et Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, prévue à Ndjamena, vers la fin de ce mois, confortera cette dynamique.

Mesdames et Messieurs,

Il y a de cela un peu moins de deux mois, la Présidente de la Commission de l'Union africaine et moi-même étions venus à Bangui pour assister au transfert d'autorité entre la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine - MISCA et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique - MINUSCA. Ce transfert a symbolisé tout autant le parachèvement de la phase initiale de stabilisation, qui visait à créer les conditions minimales requises pour le

déploiement d'une opération onusienne, que la vitalité du partenariat entre l'Union africaine et les Nations unies.

Permettez que je saisisse l'occasion de ces assises pour, à nouveau, rendre hommage aux personnels et à la direction de la MISCA pour le dévouement et la détermination dont ils ont fait preuve. Ils ont abattu un travail à proprement parler extraordinaire dans des conditions qui ne l'étaient pas moins. Ils l'ont fait au prix d'immenses sacrifices. Je salue la mémoire des personnels tombés sur le champ d'honneur, et réitère la reconnaissance de l'Union africaine aux pays contributeurs de troupes et de personnels de police, ainsi qu'à tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ont généreusement fourni des ressources financières et des moyens matériels pour permettre à la MISCA de s'acquitter de son mandat. Je souhaite plein succès à la MINUSCA, et relevons avec satisfaction toutes les mesures prises pour assurer sa montée rapide en puissance, de manière à consolider et à amplifier les acquis enregistrés.

Alors que le Secrétaire général des Nations unies vient de mettre en place un Groupe de haut niveau chargé de réfléchir sur l'avenir du maintien de la paix, je suis sûr que l'expérience de la MISCA et sa transformation en une opération onusienne offriront un intéressant cas d'école. L'Union africaine attache la plus grande importance à cet exercice, tant il est vrai qu'il s'agit, en définitive, de permettre à la communauté internationale de mieux relever le défi de la sécurité collective.

Mesdames et Messieurs,

Comme lors de nos précédentes réunions, la présente rencontre doit nous permettre de faire le point de l'évolution de la situation en République centrafricaine. Il s'agira en particulier de mesurer le chemin parcouru dans la mise en œuvre de la transition, ainsi que de s'accorder sur les actions prioritaires à entreprendre dans les mois qui viennent et sur les modalités de la poursuite de l'accompagnement international.

Depuis notre dernière réunion à Addis Abéba, il y a eu des avancées dans la mise en œuvre des décisions qui avaient alors été prises. De ce point de vue, il importe de relever la signature de l'Accord de cessation des hostilités lors du Forum de Brazzaville de juillet 2014; l'engagement pris à cette occasion par les acteurs centrafricains d'imprimer une nouvelle dynamique au processus de réconciliation; la formation d'un nouveau Gouvernement et l'effort d'accélération du processus électoral.

Que ces avancées soient en deçà des attentes des Centrafricains et de leurs partenaires ne fait guère de doute. Nous devons néanmoins reconnaître qu'elles nous ont davantage rapprochés de la sortie de crise. Plus fondamentalement, elles nous confortent dans la conviction que les défis actuels n'ont rien d'insurmontable, pour peu que les acteurs centrafricains fassent preuve du sens requis des responsabilités.

C'est ici pour moi l'occasion de réitérer notre profonde gratitude au Président Denis Sassou-Nguesso pour son engagement continu en faveur de la paix en RCA. Nous sommes aussi reconnaissants au Président Idriss Deby Itno, Président en exercice de la CEEAC, et autres dirigeants de la région pour leur sollicitude renouvelée envers le peuple centrafricain. Je salue également la contribution des vices-Médiateurs représentant l'Union africaine et les Nations unies au sein de la Médiation internationale, à savoir Monsieur Soumeylou Boubeye Maiga et le Professeur Abdoulaye Bathily. Enfin, notre appréciation va aux membres du G8-RCA pour le travail accompli tant dans le suivi des conclusions du Forum de Brazzaville que dans la préparation de la présente réunion.

A moins de quatre mois de la fin prévue de la transition, nombreuses sont les tâches qui sont encore pendantes. Autant la réunion d'Addis Abeba en juillet dernier avait permis de relancer le processus politique à travers la tenue du Forum de Brazzaville, autant celle de Bangui doit sonner la mobilisation générale pour rattraper, dans toute la mesure du possible, le retard accusé et conclure la Transition. A cet égard, trois questions méritent une attention particulière:

Premièrement, il importe de parachever le processus de réconciliation. La décision de jumeler les phases deux et trois de ce processus, tel que convenu à Brazzaville, constitue une première étape. Tout doit être fait pour que le Forum se tienne avant la fin de cette année.

Deuxièmement, la préparation du processus électoral doit être accélérée. Le retard considérable accusé est tel que la tenue des élections dans les délais initialement envisagés apparaît de moins en moins probables. Nous devons convenir de mesures pratiques énonçant clairement ce qui est attendu des acteurs centrafricains concernés et de leurs partenaires pour nous éloigner le moins possible de l'échéance initiale de février 2015.

Troisièmement, il importe de créer les conditions de la mobilisation d'un soutien économique et financier accru en faveur de la République centrafricaine. Ce soutien est essentiel pour jeter les bases d'une stabilité durable, donner espoir à la population et renforcer l'adhésion au processus de paix et de réconciliation. A cet égard, l'Union africaine, tout en appelant les partenaires internationaux, à faire preuve de générosité, exhorte aussi les autorités de la transition à ne ménager aucun effort pour renforcer la transparence dans la gestion des ressources mises à leur disposition et promouvoir les valeurs de bonne gouvernance, conformément au demeurant aux instruments pertinents de l'UA.

Dans le même temps, notre réunion offre l'opportunité d'un plaidoyer renforcé en faveur de la mobilisation d'une assistance humanitaire accrue pour répondre aux besoins des populations affectées. Je note avec préoccupation que 40% des besoins identifiés ne sont pas couverts.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais en conclusion réitérer la nécessité d'efforts redoublés pour hâter le règlement de la crise centrafricaine: efforts des acteurs centrafricains à qui incombe la responsabilité première de la promotion durable de la paix, de la sécurité et de la réconciliation dans leur pays; efforts de la communauté internationale, qui au-delà du devoir solidarité inhérent à notre appartenance à une humanité commune, ne pourra que tirer profit de l'émergence d'une République centrafricaine réconciliée avec elle-même, stable et prospère.

Pour sa part, l'Union africaine poursuivra, sous une forme différente, l'œuvre de solidarité qu'a constitué le déploiement pendant près de neuf mois d'une opération de soutien à la paix. C'est tout le sens de la transformation de la MISCA en une Mission africaine de soutien à la Centrafrique et à l'Afrique centrale.

Je vous remercie.